

Une géohistoire des systèmes urbains de la Corse et de la Sardaigne entre bifurcations géopolitiques et identités insulaires

Joseph Martinetti



Édition électronique

URL : <http://cdlm.revues.org/6868>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et
contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2013

Pagination : 195-206

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Joseph Martinetti, « Une géohistoire des systèmes urbains de la Corse et de la Sardaigne entre bifurcations géopolitiques et identités insulaires », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 86 | 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://cdlm.revues.org/6868>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2016.

© Tous droits réservés

Une géohistoire des systèmes urbains de la Corse et de la Sardaigne entre bifurcations géopolitiques et identités insulaires

Joseph Martinetti

- 1 Objets des stratégies territoriales maritimes des puissances continentales, la Corse comme la Sardaigne ont été affectées par de multiples changements de souveraineté au cours de leur histoire. Les deux grandes îles de Méditerranée occidentale, traits d'union entre Europe et Afrique, entre péninsule italienne et péninsule ibérique, sont un espace privilégié pour observer l'impact occasionné par ces changements de souveraineté sur l'organisation des réseaux urbains. Au cours du XVIII^e siècle, une dernière bifurcation géopolitique les affecte. Tandis que la Corse qui gravitait auparavant dans les systèmes urbains du monde tyrrhénien est intégrée à l'espace français, la Sardaigne, possession insulaire de la couronne d'Espagne, bascule en sens inverse vers le monde italien. En conséquence, leurs réseaux urbains présentent les « stigmates » de ces inversions géopolitiques. Les villes sardes et corses, tour à tour valorisées ou désinvesties d'une fonction de relais d'un pouvoir continental, peinent à se structurer et à se hiérarchiser avec cohérence. Elles juxtaposent des pôles indifférents les uns aux autres, quand ils ne sont pas carrément conflictuels. Cités sardes et cités corses s'ignorent, malgré leur proximité géographique et leurs récentes « retrouvailles » sous l'impulsion des généreuses politiques transfrontalières promues par l'Union Européenne depuis les années 1990, restent très symboliques. Partageant une même trajectoire historique, voire coloniale d'après l'historien de la Sardaigne John Day¹, elles sont toujours en quête de légitimité face à une conscience collective qui mythifie une identité communautaire et rurale. Pour mettre en relief l'impact de cette bifurcation géopolitique sur l'organisation des deux réseaux urbains insulaires, cet article est structuré autour du XVIII^e siècle érigé ainsi comme le pivot chronologique de cette étude. Bousculant la linéarité chronologique,

cette structuration permet dans un premier temps de définir la nature des changements de souveraineté qui ont eu lieu au cours du siècle des Lumières puis de confronter les dynamiques offertes par ces deux réseaux urbains insulaires, avant, puis après ce siècle pivot.

Un jeu de bascule géopolitique inverse pour les deux îles

- 2 Corse et Sardaigne sont affectées au cours du XVIII^e siècle par une réorientation de leur appartenance géopolitique. Elle comporte une inversion de leur organisation spatiale. La Corse qui est génoise depuis la fin du XIII^e siècle et s'oriente très largement vers les cités du bassin maritime tyrrhénien, bascule en devenant française vers les espaces maritimes de la Méditerranée occidentale. De façon inverse, la Sardaigne tournée vers les espaces occidentaux de sa métropole aragonaise puis espagnole depuis le XIV^e siècle, doit réorienter son regard vers les rivages septentrionaux de sa nouvelle métropole piémontaise. Ce jeu de bascule inversé écarte une nouvelle fois toute synergie possible de leurs réseaux urbains. Il les condamne à se « tourner le dos » comme le matérialisent rapidement les imposantes fortifications érigées de part et d'autre du détroit de Bonifacio.

Une prédisposition naturelle à ce regard inverse ?

- 3 Le géographe Elisée Reclus constate à la fin du XIX^e siècle que l'organisation physique des deux territoires insulaires semble grandement favoriser cette divergence d'orientation. Dans sa géographie politique de la Sardaigne², il définit ainsi une Sardaigne « utile » tournée en amphithéâtre vers le bassin méditerranéen et les rives ibériques. Cette Sardaigne occidentale est structurée le long d'un axe qui relie les villes de Cagliari et Sassari par les plaines fertiles du Campidano et de la Nurra. Il lui oppose la Sardaigne orientale qui longe les rivages tyrrhéniens et se présente comme montueuse et repliée sur elle-même. Inversement, la Corse regarde vers l'est et offre ses plus grandes aptitudes le long des rivages tyrrhéniens où se développe la topographie vallonnée de la Plaine orientale. Le contraste est saisissant avec les rudes reliefs alpins qu'offre la Corse occidentale tournée vers la Méditerranée. Selon Elisée Reclus, la « force des lieux » les maintient dans leurs dispositions naturelles et contrecarre les effets de la réorientation géopolitique réalisée un siècle plus tôt. Il considère ainsi la Corse comme la plus italienne des deux îles, ce qu'énonçaient déjà les géographes de l'*Encyclopédie* au XVIII^e siècle et que l'on peut encore observer dans les géographies italiennes des années 1960³.

Le contexte géopolitique du changement de souveraineté en Corse

- 4 Ce sont les révolutions de Corse avec les premières insurrections de 1729 qui inaugurent le processus de basculement géopolitique. Alors que se construit une « légende noire » de l'occupation génoise, les élites rurales de l'En Deçà des Monts, ouvertes aux influences émancipatrices de la philosophie des Lumières, supportent mal le caractère oligarchique du pouvoir génois. La République limite en effet leur accès aux rouages du pouvoir tandis que les colons d'origine ligure bénéficient toujours dans les cités littorales de privilèges civiques. Cette remise en cause du système génois va conduire à une contestation de

l'organisation urbaine de l'île, centrée sur la capitale des gouverneurs, Bastia, qui avec 8 000 habitants est sans conteste la plus grande, sinon la seule cité de l'île. Au cours de la courte période d'indépendance de l'île (1755-1769), Pascal Paoli engage ainsi une réorganisation de la géographie urbaine de l'île. Faute de pouvoir contrôler les points d'ancrage littoraux, fidèles à la Sérénissime, il fait de Corte la capitale. Cette citadelle de 1 700 habitants se trouve au cœur des bastions du pouvoir indépendant. Elle se situe topographiquement au cœur d'un bassin intérieur vers où convergent les principales voies de l'île et constitue en cela une étape majeure avant le franchissement des cols de la Corse occidentale. Pascal Paoli la dote alors des attributs urbains et pour former ses cadres y fonde une université. Il complète son dispositif en fondant en 1765 le port de l'Isola Rossa sur les rivages de Balagne. La troisième intervention militaire française à partir de 1768 met cependant un terme à cette expérimentation territoriale au caractère autocentré. Décidée par le duc de Choiseul pour défendre les intérêts génois, elle vise surtout à consolider la présence française en Méditerranée après les échecs géopolitiques en Amérique du Nord et dans les Indes face aux Britanniques. Le traité de « conservation de l'île de Corse à la république de Gênes » est signé en 1768 à Versailles et constitue une cession déguisée de l'île à la monarchie française qui y établit ainsi sa complète souveraineté. Une fois pacifiée par les troupes royales, l'île retrouve son organisation antérieure et la ville de Bastia se voit à nouveau confirmée dans son statut de capitale. Toutefois en ayant accordé à cette nouvelle province le statut plus autonome de pays d'États, le nouveau pouvoir ne peut ignorer les demandes de rééquilibrage territorial en faveur de l'Au Delà des Monts sous la pression d'une élite nobiliaire sudiste toujours plus influente⁴. La Révolution française entérine cette évolution et dessine une organisation administrative plus favorable au Sud, consacrant en effet le premier découpage de l'île en deux départements équivalents de part et d'autre de l'arête faîtière de la Corse cristalline.

En Sardaigne, un classique échange dynastique

- 5 Le basculement géopolitique de la Sardaigne est pour sa part la conséquence d'un conflit de succession dynastique. À l'issue de la guerre de Succession d'Espagne, opposant à partir de 1701 la France et l'Espagne à une coalition de puissances européennes, la grande île échoit aux ducs de Savoie. Le Piémont, puissance émergente, est encore un État largement continental tourné préférentiellement vers les riches plaines padanes et qui dispose d'une très mince frange littorale, autour du comté de Nice, pour asseoir sa nouvelle vocation maritime. L'attribution de la Sardaigne lors du traité de Londres en 1718 constitue dès lors une déception pour les dirigeants piémontais⁵. Si la possession du *Regno di Sardegna* leur confère le titre royal, les Piémontais auraient souhaité voir confirmée leur possession de la riche et peuplée Sicile qui leur avait été attribuée lors du traité d'Utrecht en 1713. En conséquence, ils entrent en possession de la Sardaigne en deux grandes étapes. Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, ils investissent peu cette acquisition jugée provisoire et toujours échangeable. Les nouvelles autorités s'engagent à ne rien modifier du système féodal qui caractérisait la Sardaigne espagnole. C'est avec le « second » XVIII^e siècle que Turin engage sur l'île une politique réformatrice inspirée de celle qu'il pratique dans ses domaines continentaux. Giovanni Battista Bogino est nommé ministre pour la Sardaigne (1759-1773) avec l'objectif de faire « reflourir » cette île archaïque et mal connue. Les premières réformes ne remettant pas en cause le régime féodal ont cependant un faible impact sur l'organisation urbaine de l'île qui reste partagée entre Cagliari (le *Capo di Sotto*) et Sassari (le *Capo di Sopra*).

Avant les changements de souveraineté du XVIII^e siècle, la construction, dans la longue durée historique, des réseaux urbains insulaires

- 6 Les conséquences des changements de souveraineté du XVIII^e siècle sur les villes et les réseaux urbains insulaires semblent radicalement différentes en Corse et en Sardaigne⁶. Si la Corse connaît en effet un puissant mouvement de rééquilibrage de son organisation géographique vers l'ouest méditerranéen, en Sardaigne le changement de souveraineté se traduit par un profond immobilisme. Pour expliquer ces divergences, il faut privilégier le recours à la longue durée historique qui nous permet de comprendre comment se sont mis en place dans les deux îles deux systèmes de villes différents. Le contexte géopolitique qui les caractérise offre pourtant de très nombreuses similitudes.

Villes sardes et corses, entre insécurité maritime et rivalité pisano-génoise

- 7 Les deux îles sont pendant plus d'un millénaire des frontières ouvertes de la chrétienté, mal sécurisées face à l'Islam. Mais à la différence des Baléares et de la Sicile, elles ne sont pas conquises par les musulmans, à l'exception de très courts épisodes d'occupation comme celui de l'émir Musetto à l'aube de l'an Mil dans le Logudoro. Ce long maintien de l'insécurité maritime est l'une des raisons de la longue indigence du fait urbain dans ces deux îles. Toutes deux connaissent en conséquence la même scansion de changements de souveraineté. On l'a vu au XVIII^e siècle, certes, mais on l'observe également cinq siècles auparavant entre la fin du XIII^e siècle et le début du XIV^e siècle, au moment où s'exacerbe la rivalité maritime entre Pise et Gênes pour le contrôle des deux îles. En effet, du X^e au XIII^e siècle, la Corse est pisane tandis que la Sardaigne se partage en quatre *Judicati* (*giudicati*) indépendants, trois sous influence pisane, Gallura, Cagliari et Arborea, et le dernier sous influence génoise, le Logudoro. La grande île connaît alors le développement d'une société urbaine où se mêlent élites sardes et élites péninsulaires. Un dynamique processus d'*inurbamento* intègre l'espace sarde à l'ensemble péninsulaire italien tout en permettant l'affirmation d'une culture originale exprimée dans les deux grands dialectes sardes⁷. Mais les luttes de factions du monde urbain italien s'y exacerbent par le jeu des influences familiales. Ces rivalités fragilisent l'équilibre des états sardes tout en accentuant le caractère prédateur des métropoles maritimes. L'affaiblissement de Pise que met à jour la défaite de la Meloria, en 1284, consacre la puissance génoise. La cité gulfè récupère la Corse tandis que le royaume d'Aragon obtient l'investiture pontificale pour la possession du royaume de Sardaigne et de Corse. Il en entreprend alors la conquête militaire et vient à bout de la résistance du *Judicat* d'Arborea en 1409. En définitive, si l'organisation spatiale de la Corse continue d'évoluer dans l'espace tyrrhénien, celle de la Sardaigne bascule vers les rives méditerranéennes de la péninsule ibérique.

Bastia la tyrrhénienne devient la clef de la Corse

- 8 À partir du XIII^e, la réorganisation génoise du réseau corse se réalise en deux grandes étapes, bien mises en relief par le géographe Kolodny⁸. Elles correspondent à l'application de deux stratégies spatiales successives. Dans un premier temps, les Génois n'envisagent le territoire corse que comme un linéaire littoral. Ils consolident deux points d'ancrage sur leurs voies maritimes. Bonifacio offre aux Génois la surveillance du détroit éponyme qui relie mer Tyrrhénienne et mer Méditerranée, tandis que Calvi constitue une étape indispensable sur la route de la péninsule ibérique. D'un point de vue urbanistique, ces cités sont des modèles réduits de la métropole à laquelle elles jurent une fidélité sans bornes. Peuplées de colons ligures, elles développent un double complexe obsidional. Elles se protègent en effet des incursions maritimes qui sont aussi bien le fait de puissances chrétiennes rivales de Gênes que d'initiatives musulmanes incessantes dans ces marges insulaires de la chrétienté. Mais ces bastilles sont aussi conçues pour se protéger des communautés rurales de l'intérieur qui s'estiment spoliées de leurs « plages » d'hivernage. Leur situation excentrée sur des littoraux désertés limite les contacts avec l'intérieur et constituera un frein à leur rayonnement sur l'arrière-pays. Inversement dans un second temps, à partir du XIV^e siècle, une nouvelle génération de places fortes génoises répond à un souci de mise en valeur du territoire intérieur. Malmenée à ce moment à l'est du bassin méditerranéen, Gênes se redimensionne territorialement et cherche à valoriser ses possessions corses. Les citadelles de seconde génération sont situées à proximité de couloirs naturels qui facilitent les communications. Elles ponctuent le littoral occidental, Saint-Florent (1440), Ajaccio (1492), Algajola (1531) et oriental, Porto-Vecchio fondée comme *Ventimiglia la Nuova* en 1539. Mais c'est *la Bastiglia* (1378) qui est la plus représentative d'une situation qui offre à la fois la sécurité d'un bastion rocheux et la proximité des axes majeurs de la Plaine orientale et de la vallée du Golo. Véritable « clef de la Corse », elle est aussi la mieux placée au cœur du canal tyrrhénien face aux rivages toscans. La ville devient la tête de pont du réseau urbain insulaire et contribue à intégrer la Corse dans l'espace économique tyrrhénien⁹. Siège du gouverneur de l'île, elle s'impose également comme la capitale économique. Sa fonction gestionnaire modifie sa société urbaine. Devenu un *melting-pot* des Italies insulaire et péninsulaire, elle assouplit son fonctionnement politique en ouvrant partiellement son *cursus honorum* aux populations corses et péninsulaires qui s'y sont fixées. Mais le caractère inachevé de ce processus est mis à jour par les révolutions de Corse et la ville capitale reste perçue par les ruraux corses comme un « corps urbain étranger ».

Une Sardaigne partagée en deux pôles

- 9 À la différence de la Corse génoise où s'affirme le rôle d'une capitale, la Sardaigne aragonaise puis espagnole consolide une organisation spatiale partagée en deux pôles. Deux villes équivalentes, peuplées d'environ 15 000 habitants au XVIII^e siècle, Cagliari et Sassari administrent en effet la grande île d'une superficie trois fois supérieure à celle de la Corse. Cagliari, consolidée par sa fonction portuaire, est une ville légitimiste, plus « hispanisée », Sassari, repliée à une dizaine de kilomètres des côtes, entretient davantage son autonomie urbaine, élaborée sur le modèle des cités italiennes au XIII^e siècle. La ville est en conséquence plus frondeuse et plus entreprenante. Cagliari est la capitale de la

vice-royauté et le siège du parlement, Sassari est le siège du gouverneur du *Capo di Sopra*, second personnage de l'autorité administrative sarde après le vice-roi. Au XVI^e siècle, Sassari obtient le siège du tribunal de l'Inquisition. En 1562, le *Capo di Sopra* voit la création d'un collège de Jésuites, transformé en université en 1617, quelques années avant sa rivale méridionale où l'université n'entre en fonction qu'en 1626. L'équilibre entre les deux cités rivales est pour les autorités espagnoles la règle impérative de l'organisation du territoire sarde. Elle a sa source dans la profonde rivalité qui opposait à l'époque des Judicats la cité guelfe de Sassari, commune libre confédérée à Gênes, et la gibeline Cagliari, contrôlée par les familles pisanes.

Cités royales et monde rural dans une Sardaigne féodale

- 10 Mais l'influence des villes est en Sardaigne entravée par la pesanteur du système féodal. Etabli par la monarchie aragonaise, ce système tend en effet à opposer deux mondes. Le premier comprend l'ensemble de la Sardaigne rurale, divisée en immenses fiefs attribués aux nobles catalans et bourgeois barcelonais ayant accompagné l'entreprise de conquête de l'île¹⁰. Le second regroupe les seules sociétés urbaines qui bénéficient du statut privilégié de *ciudades reales*. Sept villes royales acquièrent ainsi la reconnaissance de leurs privilèges fiscaux et un relatif maintien de leur autonomie. Villa di Chiesa, nommé plus tard *Iglesias*, l'obtient ainsi en 1327 au même moment que la capitale *Castel Caller*. Elles sont suivies par Sassari, Castell'aragonese (ancienne *Castelgenovese*, future *Castelsardo*), Oristano, Alghero et Bosa.

Ces villes sont localisées en Sardaigne occidentale. Elles sont littorales ou sont, comme Oristano et Sassari, d'anciennes cités littorales reconstruites sur des sites de repli à quelques kilomètres seulement des côtes. Seule Villa di Chiesa est une ville intérieure, située au cœur d'un massif collinéen, à moins de 7 km toutefois du littoral¹¹. La ville a été fondée par la noble famille pisane des Della Gherardesca pour exploiter les mines de plomb argentifère que recèle le sous-sol. La fonction de ces villes royales repose sur une intermédiation entre la métropole continentale, les feudataires et des communautés rurales lourdement assujetties. En conséquence, les villes ont indiscutablement un caractère colonial comme l'affirme l'historien John Day¹² et elles gèrent les espaces ruraux d'une façon prédatrice qui ne favorise pas l'innovation et la modernisation des pratiques agraires. Elles posent ainsi la problématique d'une urbanité étrangère dont le fonctionnement oligarchique repose sur des bases ethniques. Dans un recueil contemporain, l'écrivain sarde Sergio Atzeni¹³ rappelle la violence de la discrimination qui caractérise le fait urbain, évoquant le cri des hommes d'armes à la tombée de la nuit au Castello de Cagliari « il fait noir, dehors les Sardes ».

L'impact urbain du dernier changement de souveraineté en Corse et en Sardaigne

- 11 Avec les changements de souveraineté du XVIII^e siècle, les deux îles sont confrontées une nouvelle fois à une redéfinition du rôle de leurs villes. Mais l'ampleur des changements y est nettement différente de l'une à l'autre. Si la Corse connaît ainsi un puissant mouvement de réorganisation, en Sardaigne, le fonctionnement urbain n'est que légèrement modifié. Pourtant, une forte similitude persiste entre les deux îles, et tient à la nature du fait urbain.

Deux réseaux urbains qui se tournent le dos

- 12 Le changement de souveraineté du XVIII^e siècle modifie tout d'abord les rapports qu'entretiennent les deux îles. La porosité permise aux époques antérieures est durablement remise en cause par les affirmations nationales. Ainsi, l'espace intermédiaire entre la Corse et la Sardaigne devient un espace de confrontation et aboutit à un verrouillage progressif des Bouches de Bonifacio. La ville-citadelle de Bonifacio est alors privée des espaces sardes de la Gallura sur lesquels elle exerçait une active intermédiation, gérant en effet à son compte les espaces agricoles productifs du sud de la Corse et du nord de la Sardaigne. Le processus unitaire de la « troisième île »¹⁴ est interrompu, même si ses effets sont encore perceptibles aujourd'hui et confirment l'unité linguistique, culturelle, patronymique qui s'est opérée entre le Sartenais au sud de la Corse et la Gallura, au nord de la Sardaigne. Il faut attendre la seconde moitié du XX^e siècle pour envisager à nouveau un raccordement possible avec l'affirmation du concept de *transfrontaliarité*, bien timide toutefois sur ces rivages insulaires. Avec le XVIII^e siècle, puis surtout le XIX^e siècle, s'accroît également un profond écart démographique entre les deux îles. Son amplification s'explique en grande partie par les appartenances nationales. En conséquence, la distorsion entre les villes de Sardaigne et celles de la Corse ne va pas cesser de s'approfondir, aboutissant aux substantielles différences de taille observées aujourd'hui.

Rééquilibrages des centres de gravité dans les deux îles

- 13 Avec la Révolution française, un débat territorial s'engage en Corse sur la pertinence d'une centralité bastiaise (1789-1792), d'une réhabilitation cortenaise (1792-1793) ou de l'affirmation ajaccienne. Bonaparte favorise dans un premier temps la bi-départementalisation plus conforme selon lui « aux lois de l'histoire et de la géographie de la Corse » avant qu'une décision impériale de 1811 n'établisse le département unique avec Ajaccio comme chef-lieu. Cela inaugure alors un puissant rééquilibrage en faveur de la Corse occidentale¹⁵. Une parfaite bicéphalie s'instaure alors progressivement entre les deux ensembles urbains de même taille. Le rattrapage ajaccien s'explique aussi par la forte charge symbolique véhiculée par le mythe napoléonien qui accompagne le processus de francisation. Mais le déplacement du centre de gravité de l'île génère une sur-insularisation de la Corse française, plus insulaire en effet que ne l'était la Corse génoise. Le processus de rééquilibrage s'interrompt dans les années 1970 avec le retour de la bi-départementalisation. Le contexte est alors celui du réveil de l'autonomisme qui promeut Corte, tandis que Bastia ouverte sur l'espace tyrrhénien retrouve sa fonction de porte principale de l'île¹⁶.
- 14 En Sardaigne, le mouvement de rééquilibrage du réseau urbain vers l'est tyrrhénien n'est que lentement affirmé. Avec l'intégration de Gênes au Piémont en 1815, un premier mouvement réinscrit la Sardaigne dans l'espace italien¹⁷. Il faut attendre l'unification italienne pour que l'intérêt stratégique des espaces tyrrhéniens du nord-est soit confirmé. Comme à l'époque romaine, Olbia retrouve alors un rôle majeur pour relier l'île au continent. Le port est requalifié et devient en 1881 le point d'aboutissement du réseau ferroviaire sarde. Aujourd'hui l'essentiel du trafic de passagers transite par les deux ports

d'Olbia et la ville, au cœur d'une région touristique particulièrement dynamique, s'impose comme la troisième de Sardaigne avec une population de 60 000 habitants¹⁸.

L'ouverture des villes au territoire

- 15 Mais plus que le changement de souveraineté, c'est l'affirmation d'une idéologie « intégratrice » qui explique cette redéfinition du rôle des villes dans les deux îles. En Corse, la Révolution française met un terme aux privilèges urbains et consolide l'emprise des villes sur le territoire. Elles se « corsisent » en s'ouvrant largement aux Corses de l'intérieur rural et en mettant un terme aux privilèges réservés aux urbains d'origine ligure. Leur fonction administrative relais est également répartie de façon plus équitable par le pouvoir central. En Sardaigne, il faut attendre 1836 pour voir s'affirmer une nouvelle idéologie spatiale avec de façon concomitante l'abolition de la féodalité et l'élargissement du statut de *citta regie* à des agglomérations « sardes » de l'intérieur, Tempio Pausania, Nuoro et Ozieri. Le rôle intégrateur de la ville peut dès lors s'imposer à la veille d'un mouvement d'exode rural qui va s'intensifier. La ville se peuple de Sardes, elle se « sardise » comme l'atteste à la fin du XIX^e à Cagliari la destruction des murailles siècle qui constituaient un obstacle à l'extension du corps urbain. À Sassari, les remparts sont partiellement détruits tandis que le château aragonais au cœur de la ville est démantelé en 1877¹⁹. L'ouverture de la ville aux communautés rurales s'accompagne d'un processus de métropolisation au bénéfice de Cagliari. Dès la fin du XIX^e siècle, un décrochage démographique s'opère ainsi entre les deux cités principales. À partir des années 1880, la crise de l'économie céréalicole du Campidano fait déferler sur Cagliari un nombre considérable de ruraux tandis que l'économie sassaraise, largement tournée vers le marché français, est affectée par le protectionnisme qui prévaut en conséquence entre France et Italie. La suprématie cagliaritaine est confortée par le statut d'autonomie octroyé à la Sardaigne en 1948. Métropole régionale, Cagliari est désormais une agglomération pluri-communale de près de 500 000 habitants tandis que la conurbation sassaraise atteint aujourd'hui 250 000 habitants. La bicéphalie sarde a laissé la place à une métropolisation accentuée, au contraire de la Corse installée durablement dans une situation de partage des fonctions décisionnelles.

La difficile unité des réseaux urbains insulaires

- 16 La relation équivoque avec une urbanité perçue comme « étrangère » persiste cependant dans les deux îles. Avec l'affirmation des autonomismes, deux villes sont brandies pour représenter enfin une urbanité insulaire considérée comme « authentique ». Nuoro au cœur de la montagneuse Barbagia, devient sous le *ventennio* fasciste le chef-lieu d'une troisième province sarde. Le souci de mieux administrer la Barbagia et d'y réduire le banditisme endémique justifie certes la promotion de cette ville de moins de 10 000 habitants à l'aspect encore très rural. Mais auparavant la petite cité *barbaricina* a pu cristalliser une symbolique sardiste avec Grazia Deledda, prix Nobel de littérature en 1921 ou Sebastiano Satta. Elle sera confirmée par la suite, comme l'atteste par exemple la création d'un Musée de la Sardaigne en 1976²⁰. Plus tardivement, Corte acquiert cette même fonction. Les mouvements autonomistes obtiennent la réouverture de l'université en 1982 et tentent sans succès d'y installer le siège de la collectivité territoriale. Un Musée de la Corse y est également ouvert au public depuis 1997 et attribue à cette ville de 6 000 habitants une authenticité quelquefois abusive. Dans les deux îles, métropolisation ou

bicéphalie n'évitent cependant pas une tendance affirmée à l'*archipelisation*. La Sardaigne, composée initialement de deux provinces, en compte désormais huit depuis la réforme administrative décidée par l'assemblée régionale en 2005. Les géographes sardes ne manquent pas de s'interroger sur la pertinence de ce nouveau découpage remis en cause par le gouvernement de Mario Monti en 2012 en raison des surcoûts qu'il engendre. Est-il en effet justifié de doter Villacidro ou Lanusei, petites villes du Campidano, des mêmes attributions administratives que Sassari ou Oristano ? La *multifocalità*²¹ du réseau sarde engendre ainsi une sur-administration de l'île au bénéfice d'un système politique clientéliste, avide de se répartir de nouveaux fiefs, et au détriment d'une cohérence territoriale de la région²². L'émiettement des fonctions et des infrastructures affecte également la Corse. Cela traduit depuis longtemps déjà la prééminence d'une idéologie spatiale qui favorise les intérêts clientélistes et micro-régionaux et qui consiste à saupoudrer, quelquefois sans cohérence, les fonctions décisionnelles attribuées aux différents pôles urbains.

- 17 Le basculement géopolitique du XVIII^e siècle permet de mettre au jour en Corse et en Sardaigne une problématique similaire du fait urbain. Elle repose sur l'identité exogène, voire coloniale de villes qui se sont longtemps définies comme les acteurs d'un échange inégal entre îles et continent et dans un contexte prolongé d'insécurité géopolitique entre Chrétienté et Islam. Mais plus que les changements de souveraineté, c'est l'application d'une idéologie spatiale intégratrice qui contribue à modifier leur rôle dans l'organisation du territoire. Une propension à la multiplication des centres relais tend cependant à entraver la cohérence de ces réseaux et à favoriser les dynamiques centrifuges.

NOTES

1. . John Day, *La Sardegna sotto la dominazione pisano-genovese dal XI al secolo XIV*, Turin, UTET, 1987.
2. . Elisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle, l'Europe méridionale*, Paris, Hachette, 1887, p. 607-634 et p. 671-688.
3. . Voir par exemple Roberto Almagia, *L'Italia*, Turin, UTET, 1959.
4. . Ange Rovere, « Dans le sillage de la France », dans Francis Pomponi (dir.), *Le Mémorial des Corses*, Marseille, Éditions du Prado, 1990, p. 426-508.
5. . Antonello Mattone, « La cessione del regno di Sardegna. Dal trattato di Utrecht alla presa di possesso sabauda », *Rivista storica italiana*, fasc. I, 1992, p. 5-89.
6. . Francis Pomponi, « La ville coloniale comme ville intermédiaire, regards sur la Corse et la Sardaigne aux Temps Modernes », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 50, juin 1995, p. 27-44.
7. . Bruno Anatra, John Day et Lucetta Scaraffia, *La Sardegna medievale e moderna*, Turin, UTET (Storia d'Italia ; vol. X), 1984.
8. . Yerahmiel Kolodny, *La géographie urbaine de la Corse*, Paris, SEDES, 1962.
9. . Antoine-Marie Graziani, *La Corse génoise, économie, société, culture, 1453-1768*, Ajaccio, Alain Piazzola, 1997.
10. . Cécile Crabot, « Noblesse urbaine et féodalité, les citoyens catalano-aragonais feudataires en Sardaigne », *Anuario de estudios medievales*, vol. 32, n° 2, 2002, p. 809-843.

11. . Francesco Boggio, « Iglesias, orfana dell'Iglesiente », L'Universo, n° 3, mai-juin 2002, p. 294-308.
12. . John Day, « Terres, marchés et monnaie en Italie et en Sardaigne du XII^e au XVIII^e siècle, un essai d'auto-histoire », Histoire, économie, société, vol. 2, n° 2, 1983, p. 187-303.
13. . Sergio Atzeni, I sogni della città bianca, Nuoro, Il maestrale, 2005, p. 155.
14. . Francis Pomponi, « Bonifacio et la troisième île », dans Salvatore Brandanu, La Gallura, una regione diversa in Sardegna, San Teodoro, ICI Mar, 2001, p. 209-230.
15. . Joseph Martinetti, « Administration et fait urbain, XVIII^e - XX^e siècle », dans Georges Ravis-Giordani (dir.), Atlas ethno-historique de la Corse, Paris, CTHS, 2004, p. 62-63.
16. . Joseph Martinetti, « La difficile quête de centralité en Corse », Cahiers de la Méditerranée, n° 50, juin 1995, p. 45-49.
17. . Maria Luisa de Felice, « La storia economica dalla fusione perfetta alla legislazione speciale (1857-1905), la Sardegna, un business per Genova », dans Antonello Mattone (dir.), Storia d'Italia, le regioni dall'Unità a oggi, la Sardegna, Turin, Einaudi, 1997, p. 291-324.
18. . Eugenia Tognotti (dir.), Da Olbia ad Olbia. 2500 anni di una città mediterranea, Sassari, Chiarella, 1996.
19. . Giuseppe Scanu, « Sassari da città chiusa a entità urbana nello spazio », L'Universo, n° 4, 2002, p. 438-460.
20. . Margherita Zaccagnini, « Le molte Sardegne, un'isola fra tradizione e modernità », Archivio storico sardo, I, 1995, p. 149-238.
21. . Francesco Boggio, Brunella Brundu et Maurizio Memoli, « Le città della Sardegna, dal bipolarismo alle rete della multifocalità », dans Lida Viganoni (dir.), Il Mezzogiorno della città. Tra Europa e Mediterraneo, Milan, Franco Angeli, 2007, p. 307-337.
22. . Francesco Boggio, « Le città sarde, un passato che pesa, un futuro incerto », L'Universo, n° 1, 22, 2002, p. 6-20.

RÉSUMÉS

La Corse et la Sardaigne ont connu au XVIII^e siècle un changement de souveraineté. Cet article évalue l'impact de ce basculement géopolitique sur l'organisation de leurs réseaux urbains respectifs en détaillant à la fois les différences et les points communs qui les caractérisent. Dans une perspective géohistorique qui privilégie la longue durée, cet examen nous conduit à une réflexion sur la nature du fait urbain dans les deux îles. Plus que le changement de souveraineté, c'est en effet le caractère exogène de la ville dans les deux îles qui explique aujourd'hui encore les nombreux obstacles à la constitution de réseaux urbains cohérents et les tendances accusées à la fragmentation territoriale.

During the eighteenth century, Corsica and Sardinia both underwent changes of sovereignty. This article analyzes the impact of these geopolitical transitions on their respective urban networks, looking at differences and commonalities. A geohistorical perspective emphasizing the *longue durée* leads us to reflect on the nature of the urban in the two islands. It was the exogenous nature of the city, rather than any change in sovereignty, that explains the difficult construction of coherent urban networks and the sharp tendency toward territorial fragmentation.

INDEX

Mots-clés : changement de souveraineté, Corse, Sardaigne, géohistoire, géopolitique, insularité, réseaux urbains

Keywords : sovereignty, Corsica, Sardinia, geography, geopolitics, insularity, urban networks

AUTEUR

JOSEPH MARTINETTI

Maître de conférences en géographie politique à l'université de Nice et membre du Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (CMMC). Il collabore avec l'équipe de géopolitique de la revue Hérodote et a participé à la Nouvelle géopolitique des régions françaises dirigée par Béatrice Giblin (2005). Il a publié en 2007 une Géopolitique de la Corse, chez Armand Colin et travaille actuellement à une géopolitique comparée des îles de Méditerranée occidentale.